

Témoignages

JOURNAL FONDÉ PAR RAYMOND VERGÈS

N°19951 77ÈME ANNÉE

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2022, PAS DE RÉVOLUTION EN VU

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022, présenté ce vendredi, ne comporte ni nouveaux impôts ni nouvelles économies, mais il modifie le paysage pour les services à la personne, l'emploi à domicile, les familles monoparentales, les jeunes femmes ou les indépendants notamment.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale présenté ce vendredi prévoit un déficit de 21,6 milliards d'euros en 2022.

Il ne comporte quasiment aucune mesure d'économie, mais la décrue de l'épidémie supprimerait une dizaine de milliards d'euros de dépenses par rapport à 2021.

Cette économie est affectée à la réalisation partielle des promesses du candidat Macron.

UN CRÉDIT D'IMPÔT EN TEMPS RÉEL POUR LES SERVICES À LA PERSONNE



Le secteur des services à la personne n'avait pas pu monter dans le train de l'instauration de la retenue à la source pour l'impôt sur le revenu.

Mais une expérimentation a débuté il y a un an, et s'est avérée concluante. Le gouvernement a donc décidé de généraliser la perception immédiate par les employeurs particuliers des aides et des crédits d'impôt dont ils bénéficient pour les services à la personne dès 2022.

Ils n'auront donc plus à consentir une avance de trésorerie. La bascule se fera dès janvier pour l'emploi direct de femmes de ménage, jardiniers, cours particuliers, etc. ; en avril pour l'emploi via un prestataire, puis à partir de 2023 pour les personnes âgées ou handicapées et en 2024 pour les gardes d'enfants.

Cette mesure a pour vocation de limiter le travail informel dans le secteur. Le gouvernement prévoit une recette fiscale d'1,2 Milliards d'euro liée à la sortie du secteur informel d'une grande partie du secteur.

Le gouvernement prévoit une recette fiscale d'1,2 Milliards d'euro liée à la sortie du secteur informel d'une grande partie du secteur.

Il manque un petit effort sachant que le financement du 5ème risque la dépendance est repoussée aux calendes grecques par son cout cout qui n'est que de 6 Milliards.

UN TARIF PLANCHER NATIONAL POUR LES SALARIÉS DE L'AIDE À DOMICILE

Jean Castex a annoncé jeudi la création d'un minimum horaire national pour les services d'aide à domicile , à 22 euros. Ce tarif socle financé par la branche Autonomie de la Sécurité sociale permettra de lutter contre disparités de prise en charge des personnes âgées en fonction du département où ils vivent et de rendre plus attractifs les métiers de la filière.

En effet, le tarif moyen observé, proche de 21 euros, est souvent inférieur au coût de revient.

Il sera complété par un financement à la qualité dont les contours restent à négocier.

Par ailleurs, les services infirmiers d'aide à domicile vont bénéficier d'une refonte de leurs tarifs afin de mieux valoriser l'intensité de prise en charge, liée au degré de dépendance des patients.

A moyen terme, entre 2022 et 2025, les différentes catégories de services à domicile sont appelées à fusionner sous le nom de « *services autonomie* ».

Ce tarif plafond s'appliquera au 1 er janvier 2022, mais reste à déterminer le financement du surcout par les départements.

DES PENSIONS ALIMENTAIRES ENCORE MIEUX SÉCURISÉES

A partir de mars 2022, la perception des pensions alimentaires par un tiers , chargé de les reverser aux parents isolés qui en sont les destinataires, va devenir automatique en cas de divorce devant la justice fixant une pension alimentaire.

Une Agence des recouvrements d'impayés (Aripa) avait été créée à cet effet en 2017, mais il fallait qu'un juge ou un parent demande expressément son intervention.

Désormais, le versement de la pension sera systématiquement désintermédié - ce qui permet d'éviter des conflits entre parents et d'assurer le bon versement - sauf si les deux parents demandent le contraire.

La mesure sera étendue aux autres types de décisions de justice avec versement de pension et aux divorces par consentement mutuel en janvier 2023.



LA CONTRACEPTION INTÉGRALEMENT REMBOURSÉE JUSQU'À 25 ANS

Les mineures avaient déjà accès à une contraception remboursée à 100 % par la Sécurité sociale.

Cette prise en charge va être étendue aux jeunes femmes jusqu'à 25 ans inclus, en tiers payant, ainsi qu'une consultation par an avec un médecin ou une sage-femme, les examens biologiques nécessaires, la pose des dispositifs de contraception, la contraception d'urgence hormonale. Cette mesure concerne 3 millions de femmes.

LA TÉLÉSURVEILLANCE ACCÈDE AU REMBOURSEMENT

C'est le petit dernier de la famille de la télémédecine. Après la téléconsultation et la télé-expertise, la télésurveillance va être prise en charge par l'assurance-maladie.

Une expérimentation est en cours, qui s'achèvera en décembre, et qui porte sur cinq maladies chroniques (diabète, insuffisance cardiaque, rénale, respiratoire, prothèses cardiaques implantables à visée thérapeutique).

Une tarification forfaitaire va être mise en place en 2022, incluant le financement d'équipes pluridisciplinaires et de dispositifs médicaux de collecte des données.

Cette mesure masque le gel du coût des actes à domicile. Encore une fois, ce gouvernement privilégie les artifices technologique à la prise en charge humaine.

UNE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ AUTOMATIQUE POUR LES PLUS DÉMUNIS

Aujourd'hui, 20 % des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) n'ont pas de complémentaire santé, alors qu'ils sont éligibles gratuitement à la couverture complémentaire santé solidaire (CSS). A l'avenir, les personnes qui demanderont le RSA se verront automatiquement attribuer la CSS. L'objectif du gouvernement est d'atteindre un taux de recours de 95 % pour les nouveaux bénéficiaires du RSA à horizon 2025.

Les nouveaux retraités allocataires du minimum vieillesse se verront également proposer systématiquement la CSS, mais avec une participation financière car leurs revenus sont plus élevés. Le taux de recours des nouveaux entrants passerait de 25 % en 2021 à 75 % en 2025.

DES NOUVEAUX DROITS POUR LES INDÉPENDANTS

La crise a été dure pour les indépendants ; le gouvernement a souhaité leur faciliter la vie du côté de la protection sociale. Une série de mesures du plan Griset qui leur est dédié sont donc inscrites dans le budget de la Sécurité sociale.

Ainsi, les travailleurs des secteurs sinistrés à cause de la crise (hôtellerie-restauration, culture, événementiel, tourisme, sport...), qui ont vu chuter leurs revenus, bénéficieront d'un nombre de trimestres de retraite validés en 2020-2021 équivalent à la moyenne des trimestres validés lors de leurs trois derniers exercices.

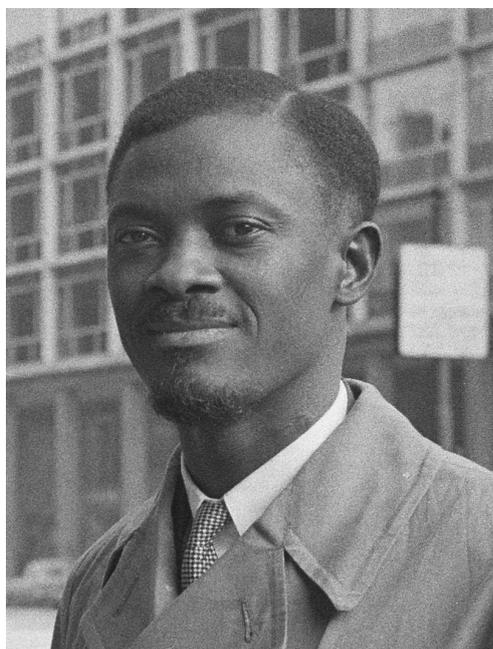
En cas d'arrêt de travail ou de congé maternité, leurs indemnités journalières seront calculées selon la formule la plus favorable : soit en excluant les revenus 2020, soit en les incluant. Par ailleurs, l'expérimentation de la modulation des cotisations en temps réel va être prolongée, mais il n'y aura plus de majoration en cas de sous-estimation des revenus en cours d'année.

Ces mesures attendues depuis de nombreuses années représentent une vraie avancée, mais elle laisse le goût amer d'un catalogue électoraliste avant la Présidentielle qui se profile. Néanmoins, rien ne pourra faire oublier que le Président des riches a pendant son mandat permis aux grandes fortunes de doubler leur capital pendant que les travailleurs et les retraités ont été ponctionnés. Macron est décidément le « *robin des bois* » à l'envers.

David GAUVIN

PATRICE LUMUMBA, UN HÉROS DU TIERS MONDE

Tel un météore dans le ciel de l'Afrique, écrit Jean Auburtin, Patrice Lumumba monta si vite au zénith qu'il ne pouvait guère ne pas s'abattre en flammes [...]. Il avait heurté trop de sentiments, froissé trop d'intérêts, déconcerté trop de bonnes volontés pour ne pas susciter le désordre et bientôt le chaos. » Destin et trajectoire hors du commun que ceux du Premier ministre congolais. Sa vie publique a duré cinq années à peine ; sa carrière ministérielle effective, seulement deux mois.



Ce « *météore* » africain est d'abord un « *cas* » difficilement classable dans la décolonisation belge. Il n'a pas effectué le parcours de la plupart des évolués. Autodidacte, il n'a pas suivi le cursus scolaire consacré : il n'a fréquenté ni les missions, ni l'administration coloniale.

Il n'a pas été un de ces « fils favoris » d'un des groupes ethniques qui dominent la vie politique congolaise en 1959-1960 : les Luba, Kongo, Bangala, etc.

Il n'est pas non plus à son aise à Léopoldville, où se sont faites (et défaits) les carrières politiques de ses collègues, les Kasa-Vubu, Kalonji, Bolikango, Iléo et Adoula :

sa carrière à lui, il l'a faite (difficilement) dans une agglomération provinciale de seconde zone, Stanleyville, où il a mis du temps à être accepté. Il professe aussi des idées « *laïques* » qui vont à l'encontre de l'idéologie missionnaire et chrétienne dominante. Enfin, il est pratiquement un des seuls leaders congolais à être en contact avec une idéologie repoussoir pour le colonisateur belge : le panafricanisme, qui rime avec communisme...

Patrice Émery Lumumba est né à Onalua (territoire de Katako-Kombe au Sankuru, Congo belge, dans l'actuelle République démocratique du Congo).

Il fréquente l'école catholique des missionnaires puis, élève brillant, une école protestante tenue par des Suédois. Jusqu'en 1954 (année de la fondation d'un réseau d'enseignement laïque et de la première université), la Belgique coloniale n'a que peu développé le système d'éducation, entièrement confié aux missions religieuses.

L'école ne donne qu'une éducation rudimentaire et vise plus à former des ouvriers que des clercs, mais Lumumba, autodidacte, se plonge dans des manuels d'histoire. Il travaille comme employé de bureau dans une société minière de la province du Sud-Kivu jusqu'en 1945, puis comme journaliste à Léopoldville



(aujourd'hui Kinshasa) et Stanleyville (Kisangani) employé de 2e classe à la poste, période pendant laquelle il écrit dans divers journaux. En septembre 1954, il reçoit sa carte d'« immatriculé », réservée par l'administration belge à quelques éléments remarquables du pays (200 immatriculations sur les 13 millions d'habitants de l'époque).

Il découvre, en travaillant pour la société minière, que les matières premières de son pays jouent un rôle capital dans l'économie mondiale, mais aussi que les sociétés multinationales ne font rien pour mêler des cadres congolais à la gestion de ces richesses.

Il milite alors pour un Congo uni, se distinguant en cela des autres figures indépendantistes dont les partis constitués davantage sur des bases ethniques sont favorables au fédéralisme.

La destinée de Patrice Lumumba a suscité la publication de nombreux livres, surtout des essais, en France, mais Jean-Paul Sartre n'a pas beaucoup écrit sur lui. Il fait certes des allusions épisodiques au personnage, notamment dans ses articles des Temps modernes, toutefois son attention, à l'époque de l'indépendance congolaise, est surtout retenue par le conflit algérien.

Le texte le plus important qu'il ait consacré au Congolais s'intitule « La Pensée politique de Patrice Lumumba ». Dans cette présentation en forme d'oraison funèbre, le philosophe examine l'œuvre de Lumumba – première partie, intitulée « L'Entreprise » – et « Les Raisons de l'échec » – titre de la seconde et dernière partie.

Sartre s'intéresse non à l'homme Lumumba, il en souligne seulement la bonté, la confiance humaniste (le fait qu'il l'appelle plusieurs fois par son prénom trahit la sympathie qu'il lui portait), mais à l'acteur d'un combat politique, explicable en termes sociologiques, et au symbole qu'il est devenu à l'issue d'un destin jugé exemplaire.

Sous sa plume, Lumumba devient un Robespierre noir puis un personnage symbolisant l'Afrique tout entière, le représentant d'une force engagée dans la praxis et le mythe engendré par une mort trop tôt venue.

Conformément à la vision tiers-mondiste, ces deux aspects sont indissociables, menant à la transformation du leader congolais en une figure mythique où se projettent les hantises de l'intellectuel européen.

Après que son Mouvement national congolais soit arrivé en tête des législatives de mai 1960, Patrice Lumumba devient le premier premier ministre de la République du Congo (RDC).

Considéré comme un homme de gauche radical, sa présence inquiète les puissances occidentales et la Belgique de qui la RDC a acquis l'indépendance le 30 juin. Particulièrement critique à l'endroit du colonialisme, le discours que Lumumba prononce le même jour indispose d'ailleurs le souverain belge, Baudouin 1er.



La cérémonie d'indépendance du Congo au cours de laquelle Lumumba a prononcé son discours

Dès juillet, une violente mutinerie de soldats congolais contre des officiers belges toujours sur place provoque une instabilité qui va vite s'accroître. Des troupes belges sont envoyées à Léopoldville, la capitale, et au Katanga, une province minière qui déclare son indépendance le 11 juillet sous Moïse Tshombé.

Des milliers de Belges s'y sont réfugiés. Lumumba demande de l'aide, notamment aux États-Unis, aux Nations unies et à l'Union soviétique, pour bloquer cette sécession. Des conseillers soviétiques arrivent en RDC alors que les troupes onusiennes sont sur place le 14 juillet.

En pleine guerre froide, le recours aux Soviétiques accentue les tensions. Le président Joseph Kasavubu révoque Lumumba le 5 septembre. Puis, le 14, le chef d'état-major de l'armée, Joseph-Désiré Mobutu, prend le pouvoir avec l'appui de puissances étrangères.

Assigné à résidence, Lumumba s'échappe, avant d'être arrêté en décembre 1960 puis transféré le mois suivant à Elisabethville, au Katanga.

Il y est exécuté le 17 janvier 1961 avec deux autres alliés politiques, en présence de politiciens katangais et de Belges. Cette nouvelle ne sera rendue publique qu'en février.

Des partisans de l'ex-premier ministre tenteront une rébellion, mais seront vaincus par les troupes de Mobutu. En 2002, le ministre des Affaires étrangères de Belgique s'excusera pour le rôle de son pays dans cette tragédie. Considéré comme le père de l'indépendance, Lumumba sera réhabilité comme un héros national, le 17 janvier devenant même un jour férié en son honneur.

« Je sais et je sens au fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur. »

Lettre testament de Patrice Lumumba

Nou artrouv'

David GAUVIN

Oté

NOUTE PRODIKSSYON AGRIKOL : DAN LA KALITÉ NOU VA TROUV NOUTE SALU.



Mézami somenn passé mwin la garde par shanss in lémission dossi bande prodiktèr bande zuil éssansyèl dann in péi i apèl Lo Ruanda. Kan mwin la rogardé mwin la vi karo par dsi karo jèrniome. Bande madame i travaye dann jèniome té kontan dire zot i gingn in larjan par zot travaye é sa l'avé zamé ariv azot. Kékshoz konm 30€ par moi.

Mwin lété bien konrtan zot kontantman, mé kan zot la di zot salère sé l'èr kémwin la poze amwin késtyon é mwin la di an moin-même koman ni sava fé issi La Rényon pou siporte la konkiranss avèk banna ?

Pars somenn d'avan mwin la vi bande jenn Sin-Jozèf, dan lé o,après rolanss la plantassion jèrniome zot aran.Té i fé plézir oir banna konm zot téi mète lo kèr dann travaye. Mé an moin mèm l'avé in pti voi apré di amwin :issi travaye lé shèr, issi bande zintran la pa bon marshé ditou, an pliské sa l'erop la fine tonb d'ajkor avèk lé zot karéman pou touf anou.koman i sava fé ?

L'èr-la, mwin la rapèl in n'afèr é sa i romonte a kék zané déza,mwin la rapèl la vizite in délégassion bande parfumère shinoi téi vien issi pou ashté noute prodikssion léssans pars nou néna la kalité. Nou na poin la kantité mézami, mé nou néna la kalité.

Dann mon kèr mi di : noute tèrè volkanik lé ékstra, noute savoir fèrè,sa i mank pa nou, la roshèrch lé possib issi avèk l'irat épi l'inivèrsité. Alor, noute solission lé pa dann la kantité lé dann la kalité.Konm pou la vanille, konm pou lo kakao, lo thé blan , lo kafé Bourbon pointu. La kalité mézami, sé la ké nou va trouv noute salu.

Justin